

Le coup de force conduit par des officiers supérieurs de l'armée malienne marque une nouvelle étape dans le délitement total de la situation du pays. Le président de la République, Ibrahim Boubakar Keïta, qui a été arrêté, a annoncé sa démission, celle du gouvernement et la dissolution du Parlement. Quant aux militaires, qui ont procédé également à la neutralisation de la presque totalité de l'état-major et à l'incarcération de personnalités civiles, ils annoncent une transition civile censée conduire à des élections. Ils ont reçu le soutien d'une partie de l'opposition organisée autour du mouvement M5-MFP, coalition d'hommes politiques, de représentants de la société civile et de religieux.

Cette intervention d'une partie des militaires est le résultat d'une dynamique de mécontentement profond face à la crise sécuritaire, sociale et politique dont la lutte contre le djihadisme n'est qu'un aspect.

Depuis des décennies, le peuple malien subit des politiques libérales et d'ajustements structurels entravant toutes politiques publiques de développement, aggravant les inégalités et la misère. La corruption généralisée, la gabegie, nourrissent le ressentiment et la colère sociale face à l'enrichissement éhonté de la classe dirigeante. Les droits humains y sont constamment bafoués par des régimes autoritaires soutenus à bout de bras par des puissances étrangères et notamment la France. Rien n'est fait pour traiter les causes de ce désastre alors que la situation sociale ne cesse de s'aggraver.

Par ailleurs, le pouvoir en place, totalement discrédité, était largement contesté depuis les récentes législatives. L'opposition avait dénoncé les fraudes massives donnant lieu à des manifestations pacifiques d'ampleur. Celles-ci ont été durement réprimées dans le sang, faisant plus d'une vingtaine de morts parmi les protestataires sans que cela n'émeuve les protecteurs du régime.

Ces impasses s'exacerbent avec la déstabilisation conduite par des entreprises de violence liées au banditisme et aux groupes armés djihadistes. Ces organisations continuent à gagner en influence, montent en puissance, en effectifs et étendent leur implantation. De toute évidence, l'hyper-militarisation avec notamment la présence croissante des forces armées françaises ne produisent pas l'effet escompté et marque ses limites en raison de l'absence de perspectives politiques.

Les attaques se multiplient, éprouvant massivement l'armée malienne. En son sein, la grogne monte face aux revers, à la pression des combats, aux problèmes de solde alors que les fonds alloués aux forces armées ont accéléré une corruption devenue insupportable. L'indifférence à leur sort de la part des autorités politiques mais aussi la dénonciation d'exactions contre les civils notamment dans le village d'Ogossagou, ont contribué à ce coup de force alors que les militaires étaient jusqu'à présent restés en dehors de la contestation.

Ainsi, les solutions promues par la communauté internationale et plus particulièrement Paris, avec ses ingérences multiples, ses politiques d'austérité et la militarisation exclusive conduisent à l'échec et au chaos politique.

Comme le réclament les Maliens, il n'y a pas d'autres alternatives que le dialogue entre les forces sociales et politiques pour trouver une issue à la crise. Il appartient aux Maliens de décider seuls de leur avenir pour rester maîtres de leur destin. L'absence de développement génère le désespoir et nourrit les forces réactionnaires et régressives qui se positionnent à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Il y a urgence d'une transition ouvrant une perspective de paix durable. Le Parti communiste français est aux côtés du peuple malien afin de bâtir une coopération solidaire fondée sur le progrès

social et le respect des droits humains et démocratiques.